



ASSEMBLÉE NATIONALE

15ème législature

grand débat national

Question au Gouvernement n° 1867

Texte de la question

GRAND DÉBAT NATIONAL

M. le président. La parole est à M. Sébastien Jumel.

M. Sébastien Jumel. Monsieur le Premier ministre, « on va tenter de nous remettre dans le moule » : ce que les communistes dénonçaient au début du grand débat, à Bourghtheroulde, se vérifie à son issue. Vous avez rédigé les questions, balisé les échanges, vous avez brandi l'étendard de la démocratie participative – mieux encore, le Président s'est invité partout, suivi de nuées de caméras.

M. Thibault Bazin. Tout à fait !

M. Sébastien Jumel. Les éditors ont salué sa performance, comme si nous étions au stade, alors qu'il s'agissait en réalité, pour vous, de remobiliser vos soutiens laissés groggy par la colère des ronds-points. Vous avez ajouté à cela la démocratie numérique pour sortir du moule, à la fin – c'est le miracle des algorithmes – des conclusions dont nous avons annoncé ce qu'elles seraient. Au « château », on est catégorique : il faut moins d'impôt, moins de dépenses publiques et une retouche de la réforme constitutionnelle, empêchée par l'affaire Benalla.

M. Pierre Cordier. Quelle lucidité !

M. Sébastien Jumel. Tout cela pour nous asséner, in fine : « ce que les Français veulent, ce que les Français savent, ce que les Français nous ont dit ». D'après votre grande lecture de ce grand débat, on ne trouve plus les Français favorables au rétablissement de l'ISF, alors qu'ils sont plus de 70 %, dans les faits, à soutenir cette revendication. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, SOC et FI. – M. Jean Lassalle et M. Nicolas Dupont-Aignan applaudissent également.*) À la sortie de votre moule, la colère de la France qui manque est complètement retournée.

Les Français qui ont répondu ne sont pas tout à fait ceux qui crient leur colère ; ils en sont même, pour une bonne part, le portrait sociologique inversé. Ils viennent surtout des métropoles qui vont bien et peu du monde rural et des villes moyennes, qui souffrent. (« *Très juste !* » sur les bancs du groupe LR.) Votre synthèse, ce n'est pas la France. Vos conclusions font volontairement l'impasse sur l'exigence de démocratie, de justice fiscale et territoriale. (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, SOC et FI.*) Aux oubliettes, l'exigence de pouvoir d'achat des salariés et des retraités ; au rancart, le besoin de services publics de proximité, avec la commune comme ciment ; aux orties, le nouveau souffle démocratique du référendum d'initiative citoyenne.

Vous dites avoir entendu les Français mais, au bout du compte, la seule oreille que vous leur avez prêtée, c'est l'oreille droite ; l'autre est restée sourde. Comment pouvez-vous, après cette crise, prendre le risque d'abîmer un

peu plus la République ? (*Applaudissements sur les bancs des groupes GDR, SOC et FI. – M. Jean Lassalle, M. Nicolas Dupont-Aignan et M. José Évrard applaudissent également.*)

M. le président. La parole est à M. le ministre chargé des relations avec le Parlement.

M. Marc Fesneau, ministre chargé des relations avec le Parlement. Monsieur Sébastien Jumel, je vous remercie de votre question, qui nous permettra peut-être de partager un certain nombre de constats. Comme disait l'autre, les « faits sont têtus. » La première réalité, c'est que les Français ont massivement participé aux débats. (*Applaudissements sur les bancs du groupe LaREM. – Exclamations sur les bancs des groupes SOC, FI et GDR.*) Contrairement à ce que vous dites, il y a quelque chose d'assez insultant – je ne crois pas, toutefois, que cela corresponde à votre tempérament – à penser qu'une seule catégorie de Français se serait rendue dans les manifestations, dans les réunions et sur les sites pour répondre aux questions qui leur étaient posées. (*Exclamations.*) J'ai participé, comme vous, sans doute, à un certain nombre de réunions, qui se sont tenues dans des métropoles, dans des villes mais aussi, dans bien des cas, dans des communes rurales. Je pense aux 16 000 cahiers citoyens qui ont été élaborés dans les communes. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*) Ce chiffre atteste, vous le concéderez, que l'on parle bien des communes rurales.

Les Français ont fait preuve d'un grand esprit de responsabilité, au moment où certains – je ne dis pas que vous appartenez à cette catégorie – entendaient ébranler les principes mêmes de la démocratie. En effet, ils ont lancé un formidable appel au dialogue, au travers des réunions auxquelles ils ont participé...

Mme Valérie Beauvais. C'étaient des coquilles vides !

M. Marc Fesneau, ministre. ...et en ont appelé à la responsabilité. La responsabilité publique consiste à poser les problèmes et à essayer de trouver les solutions dans la complexité. Il n'y a pas de solution simple : voilà ce que nous ont dit les Français. Il y a un grand sentiment d'injustice, vous avez raison de le souligner : injustice fiscale, sociale, territoriale, auxquelles il faudra répondre.

J'entends vos leçons, mesdames, messieurs les députés du groupe socialiste, mais j'aurais aimé que vous ayez fait cela avant. (*Exclamations sur les bancs du groupe SOC.*)

M. Pierre Cordier. C'est vrai, il aurait pu le faire, Ayraut !

M. Marc Fesneau, ministre. Vous êtes comptables, pour une part, de la réalité de l'injustice que vivent les Français. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM. – Exclamations sur les bancs du groupe SOC.*)

M. Jean-Louis Bricout. Les gilets jaunes, ce n'est pas nous !

M. le président. Veuillez écouter le ministre, mes chers collègues !

M. Marc Fesneau, ministre. En tout cas, monsieur Jumel, j'accepte volontiers que les Français nous demandent des comptes, mais vous devriez prendre conscience du fait que c'est à vous aussi qu'ils en réclament.

Enfin, vous avez raison, nous devons prendre en compte les divers aspects que vous avez mentionnés : il y a un besoin de justice, d'équilibre et de responsabilité.

M. Pierre Cordier. Bayrou, sors de ce corps !

M. Marc Fesneau, ministre. Je suis sûr qu'on se retrouvera, sur les divers bancs de cette assemblée, pour le faire. (*Applaudissements sur les bancs des groupes LaREM et MODEM.*)

Données clés

Auteur : [M. Sébastien Jumel](#)

Circonscription : Seine-Maritime (6^e circonscription) - Gauche démocrate et républicaine

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 1867

Rubrique : État

Ministère interrogé : Relations avec le Parlement

Ministère attributaire : Relations avec le Parlement

Date(s) clé(s)

Question publiée au JO le : [10 avril 2019](#)

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le [10 avril 2019](#)